



MARDI 26 JANVIER 2021 : TOUTES et TOUS EN GRÈVE! OUI A UN AUTRE PROJET POUR L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE PUBLIC

**Mobilisons-nous pour nos salaires, nos conditions de travail, les postes !
Exigeons la revalorisation et un autre budget
pour l'Enseignement Agricole et Maritime Public, technique et supérieur !**

Dans un contexte où les inégalités ne cessent de se creuser et où les réformes menées par le gouvernement continuent de les aggraver, tout nous conduit à l'exigence de plus d'éducation pour tous les jeunes. Or, le Parlement a adopté un budget qui est loin de traduire l'ambition éducative dont notre pays et sa jeunesse ont besoin, celle réclamée, non seulement par le monde éducatif mais également par nombre de parlementaires.

Le Gouvernement ne prend pas la mesure de la situation sanitaire.

Elle devrait pourtant imposer des conditions d'accueil revues pour faire baisser les effectifs d'élèves par classe.

Les personnels sont fatigués, épuisés, déconsidérés par des années de dégradation considérables de leurs conditions de travail. De plus, l'inclusion d'apprenant·es en situation de handicap dans l'EA, sans moyens supplémentaires et adaptés, accentue l'urgence de nouveaux recrutements, notamment chez les AE et AESH, personnels d'autant plus indispensables dans le contexte pandémique.

Dans le budget 2021, l'essentiel des mesures proposées ne concerne qu'une minorité de personnels. Le Grenelle de l'éducation est inacceptable voire provocant tant ses conclusions sont faibles. Pour l'exemple, les AED et les AESH ne se voient rien proposer, eux qui méritent la reconnaissance de leur métier !

Un Grenelle de l'Education ne saurait accoucher d'une souris !

Au Ministère de l'Agriculture comme à l'EN, il se limite à une petite partie des enseignant·es.

Nous devons exiger un budget à la hauteur de la situation exceptionnelle que nous subissons, qui renonce aux suppressions d'emplois, qui engage un rattrapage des pertes salariales subies.

Un plan pluriannuel de revalorisation et de création de postes pour répondre à tous les besoins, en commençant par les plus urgents doit être annoncé .

Nous demandons la mise en œuvre d'une autre politique éducative que celle menée jusqu'à présent au Ministère de l'Agriculture.

Dans l'enseignement supérieur, la loi de programmation de la recherche promulguée le 24 décembre 2020, ne mettra pas fin au sous-financement chronique des établissements et des équipes.

Au contraire, cette loi de programmation, très largement contestée, contient tous les éléments de destruction des statuts nationaux, de précarisation, de mise en concurrence des établissements et des personnels que nous avons dénoncés. Nous continuerons à combattre leur mise en œuvre nationalement et localement car l'amplification du financement de la recherche par appel à projet ne résoudra rien et risque même d'aggraver la situation.

La CGT-Agri, FO-Enseignement Agricole, le Snetap-FSU, SUD-Rural et Territoires, appellent l'ensemble des personnels de l'Enseignement Agricole Public à rejoindre les mobilisations qui seront l'occasion de construire un mouvement fort dans l'enseignement agricole, à s'engager dans l'action et à préparer une grève le mardi 26 janvier.

Elles engagent les personnels à construire dès maintenant une dynamique de mobilisation par des actions locales, réunions, motions et courriers collectifs auprès des DRAAF-SRFD ou de la DGER, des Députés et Sénateurs, du Gouvernement...

Elles vous invitent à contacter votre UD / SD pour connaître les lieux de manifestation près de chez vous.